

la pensée

RETRAITES ET FONDS DE PENSION

Pierre Duharcourt
Jean-Christophe Le Duigou
Jean-Claude Delaunay
François Chesnais

Le citoyen, le droit, l'État
Nuri Albala

Mondialité et identités
Jean-Yves Martin

Syndicalisme
et nouveau modèle productif
Jean-Pierre Durand

Mais comment peut-on
être musulman ?
Jacques Couland

Histoire des religions
et laïcité républicaine
Yves-Claude Lequin

319

Juillet-août-septembre 1999

REPÈRES

Fac-similé

HISTOIRE
POLITIQUE
ET POLITIQUE
DE L'HISTOIRE
L'ANALYSE DU
DISCOURS DE THOREZ,
BLUM, FLANDIN
ET TARDIEU
DANS LES ANNÉES 30

*Damon
Mayaffre*

La fin de la guerre froide et l'effondrement des républiques socialistes pouvaient nous laisser espérer, entre autres conséquences, un assagissement idéologique du climat historiographique en France ; assagissement qui se serait notamment traduit par l'acceptation magnanime et réfléchie, de la part de la communauté scientifique dominante, de certains apports du marxisme dans les sciences historiques, et ceci au moins à trois niveaux. D'abord loin des exclusives systématiques qui aujourd'hui n'ont plus lieu d'être, on aurait pu admettre dans la réflexion historique un

minimum de concepts marxistes qui ont fait la preuve de leur pertinence épistémologique. Il nous semble, par exemple, plus performant scientifiquement de parler de « prolétarisation » des classes moyennes dans l'entre-deux-guerres plutôt que de leur « paupérisation » ou de leur « appauvrissement » : le choix de ces seconds termes équivaut à une perte de sens qui rend notamment difficile la compréhension de la montée du fascisme dans la petite bourgeoisie allemande de la République de Weimar.

Ensuite, à défaut d'envisager qu'une société est mue par des forces profondes, « infrastructurelles », il aurait pu paraître sage d'admettre qu'un certain nombre de déterminismes expliquent ou rendent compréhensible la trajectoire des hommes et des sociétés. À ne regarder de l'océan que l'écume, et du temps que l'événement, ne perd-on pas de vue l'essentiel ? Après Marx, on pensait que les *Annales* avaient donné à ce sujet une réponse définitive.

Enfin la digestion de la pensée marxiste loin des anathèmes stérilisants aurait pu rappeler que l'histoire n'est pas seulement un art, mais *a vocation* à être une science. Par là, elle nécessite, au-delà des intuitions des chercheurs, une rigueur, des méthodes, des outils, des concepts. Et cette recherche scientifique passe sans doute par une approche pluridisciplinaire, tant l'histoire des hommes refuse de se laisser enfermer dans des catégories étanches, sociologiques, historiques, linguistiques, philosophiques, économiques.

Tout au contraire, il n'en est rien. L'historiographie actuelle – en histoire contemporaine et plus précisément en

histoire politique¹ – est marquée par la revanche militante de l'histoire journalistique, de l'histoire-bataille, de l'histoire romancée. Et il n'est pas sûr qu'il faille se réjouir d'être passé d'une historiographie anti-marxiste à une historiographie a-marxiste. L'heure est en effet à la biographie de salon comme la dernière parue sur Léon Blum et dans laquelle ses mariages « avec Lise », « avec Thérèse » et « avec Janot » tiennent une place majeure². L'heure est aussi à la « diplomatie » avec cette croyance naïve et pseudo scientifique que toute l'histoire des peuples figure dans des archives secrètes et inédites, des papiers personnels de grands hommes, des décisions ministérielles que l'historien se met à traquer avec fièvre comme autant de scoops. L'heure est encore au refus des conceptualisations et au recroquevillement mono-disciplinaire loin des tentatives des années 1960-1970. L'heure est enfin au triomphe, sans modestie, du subjectivisme ou de l'impressionnisme historique à un moment où pourtant certains outils comme l'informatique permettent des descriptions plus sûres et plus rigoureuses des objets étudiés.

Qu'il nous soit permis ici d'illustrer concrètement ces propos dans le champ particulier de l'analyse du discours politique – champ, on le devine, éminemment polémique.

Face à des corpus de discours que l'historien peut vouloir disséquer comme des objets historiques intéressants, il semble naturel, avant toute chose, de se poser la question de la méthode d'analyse du texte. Poser la question est déjà trop audacieux pour l'his-

1. Les généralisations sont toujours dangereuses mais nous ne pouvons ici entrer dans les nuances. C'est l'orientation générale ou la tendance dominante de l'histoire politique actuelle qui sera retracée et contestée.

2. Greilsammer, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, 611 p. Les passages entre guillemets constituent les têtes de chapitre des 2^e, 3^e, 4^e parties de l'ouvrage.

toriographie actuelle. La seule approche aujourd'hui admise par l'institution est une approche « intuitive » du corpus, qui repose sur le postulat d'une compréhension naturelle de la langue employée, et aboutit à un commentaire de texte littéraire tels ceux réclamés aux bacheliers. Cette « bonne vieille méthode (de lecture) qui justement n'en est pas une »³, loin de se remettre en cause, cherche à exercer un monopole. Toute autre approche – méthodique cette fois-ci sans pour autant exclure le moment de l'interprétation – quand bien même elle ne viserait pas à remplacer la lecture traditionnelle mais seulement à la compléter, sera soupçonnée, critiquée, et finalement rejetée.

Les jeunes doctorants, chercheurs en histoire, se trouvent ainsi dans une position étonnante. S'ils s'avancent devant les jurys avec leur seul bon sens pour analyser le texte, leurs convictions intimes – pour peu que celles-ci ne soient pas trop dérangeantes – ils se mettent à l'abri des critiques et appellent les éloges sur la finesse de leur analyse. S'ils prennent le soin de présenter leur méthode, se plient à une discipline, se soumettent à des critères de jugement, ils éveillent les soupçons et s'exposent eux-mêmes à des reproches byzantins d'un jury tout d'un coup sensible à l'épistémé de leur discipline.

La méthode d'analyse de texte utilisée dans notre travail doctoral n'a pas échappé à ces reproches. Et si notre thèse⁴ a été unanimement félicitée par le jury, ce n'est pas grâce à sa rigueur mais *malgré* elle. Nos qualités d'historien se trouvèrent chaudement reconnues *parallèlement* à la rigueur méthodique de

la recherche, *en dépit* de l'effort scientifique consenti.

Pourtant la méthode utilisée – la lexicométrie – est simple. Elle consiste à mesurer l'évolution du vocabulaire dans le discours politique grâce à un constat de fréquence d'un mot dans la bouche d'un locuteur ; à mesurer la sur-utilisation ou la sous-utilisation par rapport à une moyenne d'un terme dans le langage communiste ou le langage de droite ; à enregistrer la distribution chronologique de ces mots sur un corpus diachronique pour mesurer la mutation des lignes politiques. S'il s'agit d'une méthode, c'est que l'historien-lexicomètre explicite son principe d'analyse et sa règle de conduite ; et pour cette raison prête le flanc aux critiques. Il prétend ne rien affirmer qui ne soit démontré ou suscité par un constat chiffré. Quant à ses ambitions, elles sont simples et modestes : reculer le moment de l'interprétation, repousser les limites de la subjectivité du chercheur. Là où l'historien avait seulement affaire au texte brut, qu'il interrogeait et interprétait sur le champ, sans médiation, il a désormais affaire à un texte déjà traité, systématiquement trié, indexé. La lexicométrie n'exclut pas les interprétations historiques, mais la base descriptive sur laquelle ces interprétations reposent est, elle, rigoureusement objective : précisément, les interprétations pourront être d'autant plus hardies qu'elles s'appuient sur cette description objective.

Ainsi par cette méthode, nous avons pu mettre à jour, grâce à une approche synchronique des discours de Thorez, Blum, Flandin et Tardieu dans les an-

3. A. Prost, « Les mots », in R. Rémond (s.d.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, p. 282.

4. Pour le développement qui suit cf. Damon Mayaffre, *Le discours politique dans les années 1930. Analyse du vocabulaire de M. Thorez, L. Blum, P.-E. Flandin, A. Tardieu*, thèse d'Histoire, Nice, 1998, 3 vol., 779 + CCLXXXV p. (à paraître chez Champion-Slakine, Paris, Genève).

nées 30, l'identité lexicale et idéologique des communistes, des socialistes, des orléanistes et des bonapartistes, et plus généralement l'univers mental de la gauche et de la droite. Surtout grâce à une étude diachronique sur dix années déterminantes (1928-1939) nous avons pu illustrer la guerre civile verbale que se livrent les hommes dans la dernière décennie de la III^e République. Cette logomachie qui se fit souvent sur des positions politiques inversées (chassé-croisé entre gauche et droite du patriotisme, chassé-croisé du soutien à la République) aboutit à l'implosion du consensus républicain à la veille de la guerre et laisse comprendre la drôle de guerre, la défaite et Vichy. Plus précisément, la formidable trajectoire de l'idéologie communiste qui passe d'un socialisme scientifique à un socialisme humaniste entre 1930 et 1939 a pu être étudiée, et une nouvelle périodisation de cette mutation a été établie. De même, la dérive de la droite modérée vers le fascisme ou le légitimisme a été établie. Et il semble évident, notamment, que le discours de Vichy est porté dès les années 1935-1939 par les discours de l'Alliance démocratique, premier parti de centre-droit, dans lesquels les termes « famille », « travail », « patrie » ou l'ensemble du vocabulaire et de l'idéologie ruralistes fleurissent.

Mais pour ce qui nous occupe ici, notre travail a essayé de montrer que la lexicométrie avait deux valeurs intéressantes pour l'historien : l'une probatoire, l'autre heuristique.

Pour l'administration de la preuve ou la capacité à trancher un certain nombre de débats, nous ne prendrons que deux exemples, en citant d'abord une analyse du grand historien Louis Bodin sur le PCF dans le Front populaire :

« Il est notable que toutes les grandes manifestations populaires – liturgie à laquelle les communistes apportent une contribution sans réserve – ont eu lieu avant la déclaration de la guerre espagnole : 12 février 1934, 14 juillet 1935, 16 février 1936 [...] Elles ont toutes pour objet le rassemblement des forces populaires contre la menace à l'intérieur. Le serment prêté le 14 juillet 1935 ne fait pas référence explicite au fascisme extérieur. *Il est clair que le passage à l'antifascisme externe ne se fait pas et l'on peut se demander si le P.C.F. y a vraiment poussé de toutes ses forces : les 200 familles ou le colonel de La Rocque continuent à tenir plus de place dans son opprobre que Hitler ou Mussolini [...]* Pas plus que les autres forces de gauche, les communistes ne paraissent avoir eu une vue complète de la situation internationale et ne semblent prêts à se porter aux frontières pour défendre la liberté. »⁵

Cet extrait montre d'abord la nécessité pour les historiens et les littéraires de se fonder sur des ordres de grandeur pour tirer des conclusions objectives irréfutables : le cœur de l'argumentation de L. Bodin pour avancer l'idée que l'antifascisme interne prend le dessus sur l'antifascisme externe, est la supposée redondance de « de La Rocque plus forte que celle de Hitler » dans le discours communiste. Surtout, cet extrait montre combien, faute de moyen scientifique pour quantifier cet ordre de grandeur, un des meilleurs spécialistes du Front populaire et du PCF dans le Front populaire, se fiant seulement à ses impressions, conclut à l'inverse de la vérité sur un point historique essentiel. Non, dans l'ensemble des discours du secrétaire général du PCF, Maurice Thorez⁶, les « 200 familles » (21 occurrences durant les années 30) ne sont pas

5. L. Bodin, « Le PCF dans le Front populaire », in *Esprit*, 1966, p. 445-446.

citées plus de fois que « Mussolini » (106 occurrences), non, « de La Rocque » (29 occurrences) n'occupe pas plus de place que « Hitler » (338 occurrences) ; et l'on pourrait ajouter que le fascisme français (10 fois moins présent que le fascisme international dans le discours communiste) est le plus souvent ramené à ses origines étrangères puisque de La Rocque, Taittinger ou Maurras sont le plus souvent qualifiés « d'agents de Hitler et de Mussolini »⁷. Dès lors, on comprend que les conclusions de Bodin doivent être totalement renversées. Oui, le PCF a voulu transformer l'antifascisme interne né du 6 février 1934 en antifascisme externe de lutte contre Hitler. C'est même rapidement le seul sens du Front populaire pour Thorez au détriment de sa signification sociale. Du reste, le mot d'ordre de « Front français » à l'été 1936 qui se prolonge naturellement dans la volonté communiste de participer à un gouvernement d'union nationale Thorez-Blum-Reynaud à la veille de l'*Anschluss*, ne laisse subsister aucune équivoque sur la signification avant tout patriotique de la nouvelle ligne du PCF. Au regard du mouvement ouvrier, la position du PCF entre 1936 et 1938 – particulièrement pendant les grèves de juin 1936 – peut être critiquable, mais elle a sa logique. Bodin tout en faisant remarquer que le PCF renonce à sa fonction sociale et trahit la révolution, retire l'élément d'explication patriotique et laisse le lecteur dans une position d'incompréhension.

D'une manière similaire Ilan Greilsammer voulant absolument dres-

ser le portrait d'un chef charismatique affirme, à propos de Léon Blum l'orateur : « il a le ton de la conviction : il sait, il est persuadé, il a la preuve »⁸. L'ordinateur qui n'a pas d'*a priori* et étudie indifféremment tous les verbes et tous les mots utilisés par Blum souligne précisément l'inverse. En comparant le discours de Blum à ceux d'hommes de droite comme Flandin et Tardieu ou d'extrême gauche comme Thorez, on constate, dans des proportions statistiques significatives, que la prose de Blum est précisément celle de l'hypothétique, celle du doute dans laquelle les « je crois », « je pense » ou les « j'espère » l'emportent. De là évidemment, plus qu'un chef charismatique, il est possible de décrire Blum comme un intellectuel perdu en politique, dont les velléités et la subtilité dialectique s'accordent mal, dans le manichéisme d'une période historique difficile, avec ses fonctions de décideur.

La valeur heuristique de la lexicométrie mériterait plus encore que l'on s'y arrête. L'ordinateur après avoir traité de tous les mots, en met certains en exergue pour leur caractéristique quantitative ; et dès lors il convient de trouver une explication d'ordre historique à des constats lexicaux objectifs auxquels on ne s'attendait pas forcément.

Pourquoi « je » et « moi » sont-ils statistiquement sur-employés par Blum comme ils le sont par Jaurès et Mitterrand ?⁹ La personnalisation de la politique et l'individu d'exception dans la pensée réformatrice ne sont-ils pas le moyen nécessaire pour dépasser les con-

6. Le corpus Thorez que nous avons traité compte tous les discours et articles de Thorez en 1930 et 1939. Rappelons que dans un parti organisé sous la forme du centralisme démocratique, ces discours peuvent être considérés comme la parole officielle du Parti communiste.

7. M. Thorez, Discours prononcé salle Wagram le 26 décembre 1935 (CE. MT, t. 10, p. 154-184).

8. I. Greilsammer, *Blum*, op. cit., p. 261.

9. Pour Jaurès cf. P. Muller, *Jaurès, Vocabulaire et rhétorique*, Paris, Klincksieck, 1994, p. 109 sqq. ; pour Mitterrand cf. D. Labbé, *Le Vocabulaire de F. Mitterrand*, Paris, FNSP, 1990, p. 59 sqq. ; pour Blum cf notre thèse, vol. 1, p. 168 sqq.

Fac-similé

traditions d'une pratique légaliste et républicaine, et d'une théorie marxiste et révolutionnaire ?

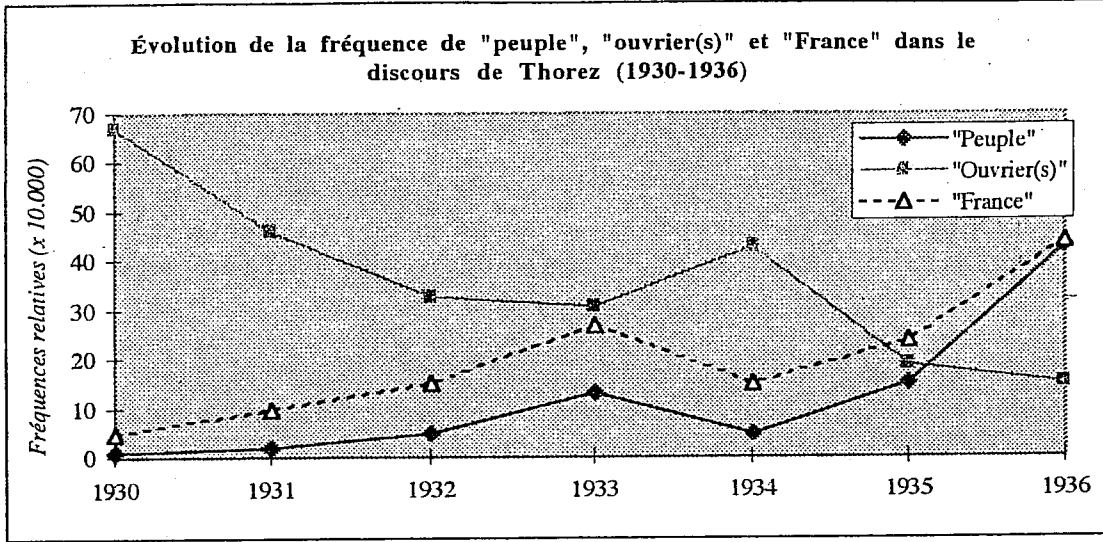
Pourquoi la droite (Flandin et Tardieu) sur-utilise-t-elle dans l'entre-deux-guerres « a », « avait » ou « ont » ? Est-ce le signe d'un discours de possédants ou plus simplement le signe d'un discours conservateur et passéiste qui multiplie l'auxiliaire « avoir » et se décline au passé composé ?

Pourquoi tel mot disparaît-il, au fil des années dans le discours communiste après avoir été si présent ?... Mille et une questions apparaissent ainsi devant un index hiérarchique des mots utilisés ou une analyse factorielle des correspondances, pour stimuler la réflexion historique.

C'est dans cette dimension heuristique que la lexicométrie a le plus d'ambition : elle prétend dépasser la démarche hypothético-déductive qui dominait jusqu'ici les analyses de textes en His-

toire. Là où traditionnellement l'historien interrogeait le texte, c'est le texte qui interroge l'historien. Lorsqu'on avait affaire à un grand corpus, on le lisait avec un questionnement précis, une hypothèse de travail établie, sans quoi on se perdait dans cette lecture. Pourtant on connaît le danger de ces questionnements *a priori* qui est de projeter, d'inclure certaines réponses, et d'en oblitérer d'autres peut-être plus pertinentes. Avec la lexicométrie, l'ordinateur dissèque le texte et fournit une liste de mots objectivement discriminants qui suscite des interrogations sans que le chercheur ait pu encore intervenir.

Un exemple peut être développé concernant l'histoire du Parti communiste sous la forme d'un graphique représentant la fréquence des termes « France », « peuple » et « ouvrier » dans la bouche de Thorez, entre le 1^{er} janvier 1930 et le 31 décembre 1936.



L'ordinateur mesure le grand tournant de la ligne politique du parti communiste. Il y a déclin des mots marxistes : « ouvrier(s) » est 6 fois moins utilisé en 1936 (12 fois pour 10 000 mots) qu'en 1930 (68 fois pour 10 000 mots) et la même tendance est trouvée pour « prolétaires », « prolétariat », « capitalisme », « lutte », « bourgeoisie », etc. Face à ce déclin, il y a une montée en puissance d'un vocabulaire patriote et républicain ou au sens strict populiste (« France » ou « peuple » comme sur le graphique, ou encore « nation », « populaire », « démocrates », « république », « parlement », etc.).

Seulement, l'ordinateur interroge l'historien sur la périodisation de cette mutation et donne un éclairage nouveau sur l'histoire du PCF. Le tournant lexical est-il brutal et tardif (1935-1936) ou précoce et progressif en affectant le début des années 30 ? Au delà des trois mots représentés nous avons pu montrer que le mouvement lexical qui abandonne la phraséologie bolchevique et mène à une phraséologie frontiste est entamé dès 1930¹⁰. Dans ces conditions que devient le poids de l'Internationale dans la constitution de la nouvelle ligne politique ?

Par ailleurs, l'ordinateur interpelle l'historien sur le cas de 1934. Dans le mouvement, dans la mutation, il y a rupture de la tendance en 1934. Pourquoi ? Ce n'est pas le lieu de donner la réponse, mais cette rupture a eu pour conséquence de masquer aux historiens la précocité et l'ampleur du mouvement de fond, et de caricaturer le « grand tournant » de 1934-1936. Au final, la question posée est plus importante : le Front populaire, initiative communiste de rassemblement des forces de gauche sur la base d'un programme républicain et patriote, est-il né en 1934, 1935 ou pré-

cedemment en 1933 ? Cette dernière année prend acte en tout cas d'avancées majeures au regard du lexique politique qui permettra la mise en mots de la ligne politique frontiste.

Administration de la preuve donc sur certains débats et interrogations nouvelles : la méthode lexicométrique semble pouvoir compléter et solidifier la lecture traditionnelle. Que peut-on donc lui reprocher si ce n'est d'introduire un peu de rigueur dans un domaine qui n'en avait guère. Trois types de critiques lui ont été adressées depuis vingt ans, et leur succession dans le temps semble attester de l'acharnement de l'institution historique pour la rejeter à tous prix. D'abord sa validité a été mise en cause : l'approche lexicale du discours serait insuffisante et l'approche quantitative du lexique serait un non sens tant la sémantique, la performance du langage se situeraient dans sa qualité et notamment dans la syntaxe. Très vite toutes les études lexicométriques ont montré que le lexique jouait dans le message politique un rôle certes pas unique mais majeur et que la répétition était la condition d'un langage efficace comme veut l'être le langage d'un tract, d'un article ou d'un discours électoral. De plus les logiciels de lexicométrie ne se contentent plus aujourd'hui d'enregistrer la répétition du vocabulaire. À l'approche paradigmatique initiale se combine aujourd'hui une lexicométrie syntagmatique qui étudie de manière systématique, dans son contexte, le mot : étude des co-occurrences, des « segments répétés », et finalement consultation contrôlée des phrases et des paragraphes.

Alors on a remis en cause la lisibilité des études lexicométriques et fait valoir la complication d'une méthode

10. On consultera l'analyse factorielle des correspondances dans notre thèse, vol. 2, p. 472.

donnée comme inaccessible pour l'historien présenté comme imperméable à la statistique, à l'informatique et pourquoi pas à la linguistique. Aujourd'hui les logiciels de traitement lexicométrique sont plus faciles à utiliser que ceux de traitement de texte et les résultats structurés autour d'un ou deux critères statistiques sont élémentaires à analyser. À partir de ces données chiffrées le chercheur pourra produire une analyse historique dont aucun lecteur littéraire ne pourra souffrir.

Aussi aujourd'hui la critique repose-t-elle sur la fécondité de la méthode et plus précisément – prenons acte du glissement et de la subtilité – du rapport entre l'investissement pluridisciplinaire consenti et les résultats historiques acquis. L'on arrive en effet à ce cri du cœur du plus éminent membre de notre jury en préambule de son intervention lors de notre soutenance : « je mesure d'abord la valeur d'une méthode à sa fécondité », affirma-t-il, sous-entendant ainsi peut-être que l'arbre lexicométrique dont on renonçait à saper les racines ou à couper le tronc n'apportait pas assez de fruits.

Qu'il nous soit permis d'abord d'être gravement en désaccord sur l'affirmation car cela revient à laisser entendre que l'historien peut se satisfaire d'une méthode féconde, fertile, prolifique... et qui n'enfanterait que des monstres. En science, le premier critère qui vaille est celui de la validité des résultats. La logique productiviste en Histoire est évidemment totalement nécessaire mais toujours secondé ; à moins une fois encore de renoncer, de manière satisfaite, au statut de science pour entrer dans une démarche journalistique où le tirage papier et les exemplaires vendus prennent plus d'importance que le contenu divulgué. L'historien doit mesurer d'abord la valeur de sa méthode à la validité des résultats historiques trouvés.

Mais surtout la fécondité de la méthode lexicométrique n'a plus besoin

d'être démontrée car même sur des corpus de discours pourtant connus et analysés – les discours du PCF souvent traités en sont le meilleur exemple – on arrive encore aujourd'hui comme nous l'avons illustré plus haut à apporter des éclairages nouveaux, à rectifier des chronologies. Pour notre part, nous avons aussi étudié un corpus de discours de droite totalement inédit, et ici la méthode lexicométrique s'est montrée sûre, rapide et stimulante pour baliser un terrain vierge. Plus loin enfin, lorsqu'il s'agira de traiter les nouvelles masses documentaires sur des macro-corpus désormais immédiatement disponibles – par exemple l'ensemble du Journal officiel sous la V^e République –, il y a fort à parier que le secours de l'ordinateur permettra de défricher des paysages que l'œil humain ne pourra pas même embrasser. Le ratio – puisque c'est en ces termes qu'on semble l'envisager – entre investissement méthodologique et résultats historiques pourrait bien être inversé entre lecture traditionnelle et lecture assistée par ordinateur. Que l'on se garde bien pourtant d'envisager d'interdire la première !

Ce plaidoyer pour la lexicométrie n'a pas une fin prosélyte. L'heure n'est pas encore à la propagation d'une méthode qui reste confidentielle en histoire. Tout juste voulions-nous revendiquer le droit à un peu plus de rigueur là où l'on ne veut imposer que la subjectivité. En revanche, la dimension militante aujourd'hui du refus des approches méthodiques ou scientifiques en Histoire pose une question de fond sur l'historiographie actuelle qui érige la relativité du chercheur – et donc la relativité de la vérité historique – comme fin indépassable.

Rejeter activement les méthodes scientifiques, se complaire complaisamment dans le subjectif, préconiser les approches intuitives non pas comme de

nécessaires pis-aller mais comme de véritables panacées, c'est s'interdire de porter des jugements profonds sur les choses, sur les hommes, sur l'Histoire ; c'est s'interdire de s'évader de nos *a priori* c'est-à-dire de l'idéologie dominante qui constitue ainsi la toile de fond de nos hypothèses de travail et de nos conclusions historiques. À force de s'écrier qu'il n'y a pas de vérité absolue, ne se condamne-t-on pas à rester dans

l'erreur ? « Tout est relatif », « il y a autant de vérités que de chercheurs », « l'histoire ne connaît ni responsable ni coupable » : on comprend la politique de l'histoire politique actuelle. L'historien pas plus que le citoyen, au-delà de ses sautes d'humeur personnelles, n'a le droit ni le devoir aujourd'hui de se doter de moyens scientifiques pour juger. Ne doit-il pas renoncer à comprendre, à trancher et le cas échéant à s'insurger ?